

## Communiqué

### Le réseau EurAc salue la décision de l'UE de ne pas renouveler son soutien au Rwanda dans le cadre de la Facilité Européenne pour la Paix

Les membres du réseau Europe-Afrique centrale (EurAc) saluent la volonté des États membres de l'Union européenne (UE) de mettre fin au soutien financier accordé au Rwanda dans le cadre de la Facilité Européenne pour la Paix (FEP). Cet appui présentait le risque significatif d'être détourné au profit du groupe rebelle M23, responsable de graves violations des droits humains en République Démocratique du Congo (RDC) et d'atteintes à l'intégrité territoriale du pays.

**Alors que cette aide arrive à expiration en mai prochain, EurAc appelle l'UE et ses États membres à continuer leur mobilisation et à entériner définitivement son non-renouvellement.**

Ces dernières années, EurAc n'a cessé de dénoncer la décision du Conseil de l'UE de continuer à financer l'armée rwandaise via la FEP, et ceci malgré le soutien avéré et documenté du Rwanda au groupe rebelle M23. Notre analyse pointait notamment le caractère préjudiciable de ce soutien au regard des objectifs de paix et de stabilisation régionale poursuivis par l'UE dans les Grands lacs.

A la suite de l'annonce d'une nouvelle enveloppe de 20 millions d'euros destinée à l'intervention rwandaise au Mozambique en novembre 2024, EurAc avait particulièrement insisté sur la nécessité d'instaurer des mécanismes de contrôle rigoureux afin de garantir que cette aide ne participe pas, directement ou indirectement, à prolonger les conflits ou à aggraver les souffrances des populations civiles dans l'Est de la RDC<sup>1</sup>. **À ce jour, aucun dispositif transparent ne permet de garantir que ces financements ne servent pas à soutenir des opérations sur le territoire congolais.** Au contraire, un rapport du groupe d'expert des Nations Unies (NU) daté du 3 juillet 2025<sup>2</sup> mettait en lumière plusieurs liens entre les deux théâtres d'opérations.

La FEP est un instrument central de l'action extérieure de l'UE. Elle a été conçue pour prévenir les conflits et soutenir une paix et une stabilité de long terme dans les pays partenaires, dans le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Dans cette perspective, le choix de ne pas reconduire ce soutien au Rwanda représente une étape importante pour garantir que cet outil reste pleinement conforme à sa vocation initiale. **Cette décision doit également marquer un tournant vers une politique étrangère dans les Grands Lacs plus crédible et tournée vers la paix régionale, en accord avec les principes de non-violence et de respect des droits humains.** Elle devrait en outre s'accompagner d'autres mesures concrètes, telles que l'adoption de sanctions ciblées et la suspension du protocole d'accord sur les minerais critiques avec le Rwanda.

Par ailleurs, le non-renouvellement de cette aide renforce la cohérence de la réponse internationale à la crise. Les sanctions américaines annoncées début mars contre les forces armées rwandaises et

<sup>1</sup> [Communiqué du réseau EurAc en réaction à l'annonce d'un nouveau soutien financier au Rwanda dans le cadre de la Facilité Européenne pour la Paix \(FEP\)](#), EurAc, 21 novembre 2024

<sup>2</sup> [Rapport groupe d'expert des NU sur la RDC](#), UNSC, 3 juillet 2025

plusieurs hauts responsables du pays n'ont pour l'instant pas été accompagnées d'un alignement plus large des acteurs internationaux, en commençant par l'UE. Pourtant, les acteurs de la société civile congolaise continuent d'attendre un engagement plus soutenu de leurs partenaires européens. Mettre fin à ce soutien permettra ainsi de renforcer les leviers économiques et diplomatiques, tout en favorisant la reprise d'un dialogue axé sur les causes profondes du conflit, préalable indispensable à toute perspective de paix durable. À l'inverse, une approche strictement militaire ne saurait garantir, à elle seule, une stabilité pérenne. Dans cette optique, l'UE est appelée à poursuivre son engagement en faveur d'un processus de dialogue inclusif, impliquant l'ensemble des parties au conflit sans exception, mais aussi les communautés locales, les acteurs religieux et la société civile de la région.

Face à un climat perpétuel de violence et d'insécurité, les Etats membres doivent plus que jamais se mobiliser d'une même voix autour des valeurs fondamentales de l'UE, à savoir le respect des droits humains et du droit international.

Le réseau Europe-Afrique centrale (EurAc)

### A propos d'EurAc

Le réseau Europe-Afrique centrale (EurAc) créé en 2003 regroupe 32 organisations non-gouvernementales actives en Afrique centrale, avec un focus particulier sur la région des Grands Lacs. EurAc mène un travail de plaidoyer en faveur d'un engagement fort, cohérent et durable de la part de l'Union Européenne et de ses Etats membres afin d'aider la région à construire un avenir meilleur.